

SESSIONS ET SÉANCES PUBLIQUES

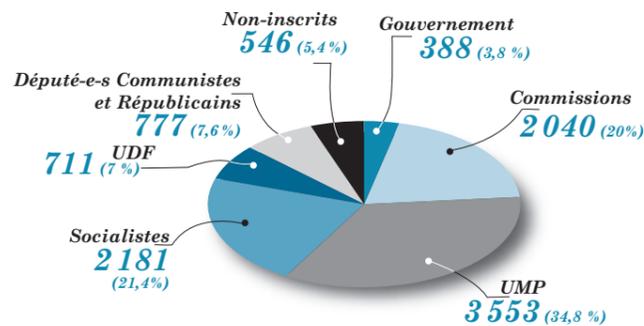
	Jours de séance	Nombre de séances	Heures de séance	Débats législatifs	Débats consacrés au contrôle	Débats budgétaires
Octobre 2005	18	42	157h20	97h15	15h35	44h25
Novembre 2005	19	43	176h10	43h25	9h05	123h40
Décembre 2005	12	27	105h30	90h05	15h25	-
Janvier 2006	7	18	64h10	51h25	12h45	-
Février 2006	9	23	80h00	63h35	15h35	-
Mars 2006	15	34	124h20	104h45	18h05	-
Avril 2006	5	13	39h20	32h15	7h05	-
Mai 2006	12	32	127h10	106h30	20h40	-
Juin 2006	13	26	91h45	51h00	40h45	-
<b>TOTAL</b>	<b>110</b>	<b>258</b>	<b>965h45</b>	<b>640h15</b>	<b>155h00</b>	<b>168h05</b>

SUSPENSION DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

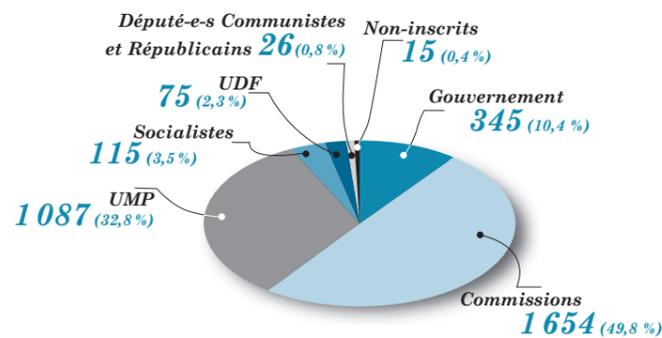
Du dimanche 25 décembre 2005 au dimanche 19 janvier 2006  
 Du dimanche 12 au dimanche 19 février 2006  
 Du dimanche 16 au dimanche 30 avril 2006  
 Du dimanche 21 au dimanche 28 mai 2006

ORIGINE ET SORT DES AMENDEMENTS

Amendements enregistrés : 10 196



Amendements adoptés : 3 317



MOTIONS DE CENSURE

	Majorité requise	POUR	
21 FÉVRIER 2006 Motion de censure déposée le 15 février 2006 par MM. Ayraut, Hollande, Schwartzberg et Mme Billard et 141 de leurs collègues	289	178	L'Assemblée n'a pas adopté
16 MAI 2006 Motion de censure déposée le 10 mai 2006 par MM. Ayraut, Hollande, Schwartzberg et 140 de leurs collègues	289	190	L'Assemblée n'a pas adopté

ENGAGEMENT DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT (SUR UN TEXTE)

10 FÉVRIER 2006  
 Projet de loi pour l'égalité des chances, considéré comme adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

SCRUTINS SOLENNELS SUR L'ENSEMBLE DES TEXTES DE LOI

	Votants	Suffrages exprimés	Majorité absolue	POUR	CONTRE
18 OCTOBRE 2005 Projet de loi (première lecture) d'orientation agricole	528	526	264	376	150
25 OCTOBRE 2005 Projet de loi (première partie, première lecture) de finances pour 2006	537	523	262	336	187
2 NOVEMBRE 2005 Projet de loi (première lecture) de financement de la sécurité sociale pour 2006	494	490	246	339	151
15 NOVEMBRE 2005 Projet de loi (première lecture) prorogeant l'application de la loi du 3 avril 1955 sur l'état d'urgence	498	494	248	346	148
23 NOVEMBRE 2005 Projet de loi (ensemble, première lecture), de finances pour 2006	551	538	270	353	185
29 NOVEMBRE 2005 Projet de loi (première lecture) relatif à la lutte contre le terrorisme	506	400	201	373	27
6 DÉCEMBRE 2005 Projet de loi (première lecture) relatif au retour à l'emploi	507	507	254	354	153
31 JANVIER 2006 Projet de loi (première lecture) portant engagement national pour le logement	549	544	273	371	173
7 MARS 2006 Projet de loi (première lecture) de programme pour la recherche	486	480	241	320	160
8 MARS 2006 Projet de loi (texte de la commission mixte paritaire) pour l'égalité des chances	492	488	245	329	159
21 MARS 2006 Projet de loi (première lecture) relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information	501	479	240	286	193
17 MAI 2006 Projet de loi (première lecture) relatif à l'immigration et à l'intégration	546	531	266	367	164
30 MAI 2006 Projet de loi (première lecture) sur l'eau et les milieux aquatiques	498	492	247	361	131

81 textes

TEXTES ADOPTÉS

ont été adoptés entre le 1<sup>er</sup> octobre 2005 et le 30 juin 2006, dont 36 autorisant la ratification de traités ou de conventions internationales. 12 sont issus de propositions d'origine parlementaire, soit 26 % du total (hors traités et conventions).

14 propositions de loi et 2 propositions de résolution

SÉANCES RÉSERVÉES À L'INITIATIVE PARLEMENTAIRE

ont été discutées dans le cadre des neuf séances réservées à l'initiative parlementaire. 7 propositions de loi ont été adoptées dont 4 définitivement : prévention et répression des violences au sein du couple, droit de préemption des locataires, prévention des violences dans les manifestations sportives et retraite des fonctionnaires handicapés. Le débat sur les infrastructures de transport et l'exploitation des autoroutes a été tenu dans ce cadre.

25 142 questions

QUESTIONS

ont été posées par les députés. 674 l'ont été lors des séances de questions au Gouvernement des mardi et mercredi après-midi et 384 questions orales sans débat lors de séances du mardi matin. Les 24 084 questions écrites ont suscité 18 265 réponses.

9 débats

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT

ont été organisés au cours de la session dont 3 préalables à la tenue de Conseils européens: Infrastructure de transport (11 octobre 2005), Situation créée par les violences urbaines (8 novembre 2005), Conseil européen (13 décembre 2005, 21 mars et 13 juin 2006), Politique énergétique de la France (14 juin 2006), Situation au Proche-Orient (21 juin 2006), Orientation budgétaire (22 juin 2006) et Orientations des finances sociales (22 juin 2006).